



COMMUNIQUE DE PRESSE

Lundi 10 mai 2021

Table ronde sur le projet d'avenir de la gare de fret de Miramas : le plan de financement bouclé à hauteur de 16,7 millions d'euros

La gare de fret de Miramas, véritable « usine ferroviaire », est un équipement structurant au niveau national, qui assure des fonctions de tri des wagons, de relais et de remisage ferroviaire pour le grand Sud de la France.

Stratégiquement positionnée en amont de la zone industrialo-portuaire de Fos-sur-Mer, elle fait partie des quatre sites français dotés d'équipements de tri à la gravité, qui permettent de composer des trains de wagons industriels (dits « wagons isolés »). Le report modal de ces trafics de la route vers le fer diminue leurs émissions de gaz à effet de serre et la congestion et améliore la sécurité routière.

À l'invitation de Frédéric Vigouroux, maire de Miramas, et comme il s'y était engagé le 20 janvier dernier lors de la réunion de clôture du débat public sur la liaison routière Fos/Salon, le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Christophe Mirmand, a réuni le 6 mai une « table ronde » sur le projet d'avenir de la gare de fret de Miramas, avec les parties prenantes concernées : les parlementaires, les élus des collectivités territoriales (Région, Département, Métropole, communauté d'agglomération et maires), le groupe SNCF, le Grand Port Maritime de Marseille, les acteurs économiques, les organisations syndicales du site et les associations de protection de l'environnement.

Le groupe SNCF, représenté par ses deux filiales SNCF Réseau et Fret SNCF, a confirmé le caractère stratégique de la gare de fret de Miramas à l'échelle nationale et sa volonté de la réhabiliter pour pérenniser l'ensemble de ses fonctions et notamment les équipements de tri à la gravité.

La SNCF a présenté le fonctionnement du site et ses prévisions d'activité, dans le contexte de l'ambition nationale d'un doublement du fret ferroviaire, du plan de soutien de l'État au "wagon isolé" et du dynamisme de la zone de chalandise du site.

SNCF Réseau a ensuite présenté les besoins d'investissement pour le renouvellement des différents composants du site de triage (voies, freins et systèmes) : près de 15 millions d'euros, qui viendront s'ajouter aux investissements déjà réalisés par la SNCF (3,6 millions d'euros) ces cinq dernières années sur le site, seront nécessaires d'ici 2025 afin de disposer d'une infrastructure fiable et compétitive.

Tous les participants ont fait part de leur mobilisation unanime de régénérer le site de triage de Miramas et leur engagement en faveur du report modal des marchandises de la route vers le fer.

Sous l'égide du Préfet de région, le tour de table a permis de réunir un montant d'engagements financiers au-delà des espérances puisqu'il a permis de réunir 16,7 millions d'euros permettant d'envisager à terme un scénario de rénovation complète du site.

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur participera, pour ce qui le concerne, à hauteur de 1,6 million d'euros pour 2021 et 2022, des financements complémentaires sont envisageables dans le cadre de prochaine contractualisation.

La Métropole Aix-Marseille-Provence et le Département des Bouches-du-Rhône ont fait part de leur soutien financier à hauteur de 3 millions d'euros au total.

SNCF Réseau a confirmé sa contribution de 5 millions d'euros d'ici 2025.

Enfin, l'État financera ce projet de régénération de la gare de fret de Miramas, dans le cadre du plan de relance national consacré au fret ferroviaire, à hauteur de 7,1 millions d'euros d'ici 2025, avec un projet de convention financière pour fin juin pour matérialiser très rapidement l'engagement des partenaires obtenu aujourd'hui et graver dans le marbre cet accord unanime historique.

La SNCF poursuivra les diagnostics en cours et affinera ses estimations pour finaliser un dossier d'investissement à l'automne 2021, dans le but de signer la convention de financement avec l'État et les collectivités concernées avant la fin de cette année.

Tous les participants de cette table ronde, parlementaires, collectivités, acteurs économiques, opérateurs et services de l'État, organisations syndicales et associations se sont félicités de constater la mobilisation unanime des co-financeurs en faveur du report modal et du développement du fret ferroviaire.

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur participera, pour ce qui le concerne, à hauteur de 1,6 million d'euros pour 2021 et 2022, des financements complémentaires sont envisageables dans le cadre de prochaine contractualisation.

La Métropole Aix-Marseille-Provence et le Département des Bouches-du-Rhône ont fait part de leur soutien financier à hauteur de 3 millions d'euros au total.

SNCF Réseau a confirmé sa contribution de 5 millions d'euros d'ici 2025.

Enfin, l'État financera ce projet de régénération de la gare de fret de Miramas, dans le cadre du plan de relance national consacré au fret ferroviaire, à hauteur de 7,1 millions d'euros d'ici 2025, avec un projet de convention financière pour fin juin pour matérialiser très rapidement l'engagement des partenaires obtenu aujourd'hui et graver dans le marbre cet accord unanime historique.

La SNCF poursuivra les diagnostics en cours et affinera ses estimations pour finaliser un dossier d'investissement à l'automne 2021, dans le but de signer la convention de financement avec l'État et les collectivités concernées avant la fin de cette année.

Tous les participants de cette table ronde, parlementaires, collectivités, acteurs économiques, opérateurs et services de l'État, organisations syndicales et associations se sont félicités de constater la mobilisation unanime des co-financeurs en faveur du report modal et du développement du fret ferroviaire.